



SESSION ORDINAIRE 2017-2018

2 MAI 2018

**ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

PROJET D'ORDONNANCE

**modifiant l'article 43 de l'ordonnance du 23
mars 2017 portant création de l'Office
bicommunautaire de la santé, de l'aide aux
personnes et des prestations familiales en ce qui
concerne la représentation des caisses
d'allocations familiales au sein du Comité
général de gestion**

RAPPORT

fait au nom des
commissions réunies
de la Santé et des Affaires sociales

par M. Michaël VOSSAERT (F)

GEWONE ZITTING 2017-2017

2 MEI 2018

**VERENIGDE VERGADERING VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE**

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**tot wijziging van artikel 43 van de ordonnantie
van 23 maart 2017 houdende de oprichting van
de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid,
Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag met
betrekking tot de vertegenwoordiging van de
kinderbijslagfondsen in het Algemeen
Beheerscomité**

VERSLAG

uitgebracht namens de
verenigde commissies
voor de Gezondheid en de Sociale Zaken

door de heer Michaël VOSSAERT (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Commission de la Santé :

Membres effectifs : MM. Hasan Koyuncu, Zahoor Ellahi Manzoor, Mmes Catherine Moureaux, Simone Susskind, MM. Michaël Vossaert, André du Bus de Warnaffe, Mmes Magali Plovie, Hannelore Goeman.

Membre suppléant : M. Alain Destexhe.

Commission des Affaires sociales :

Membres effectifs : MM. Ahmed El Ktibi, Jamal Ikazban, Mme Véronique Jamouille, M. Sevket Temiz, Mmes Kenza Yacoubi, Anne-Charlotte d'Ursel, Jacqueline Rousseaux, Viviane Teitelbaum, MM. Michel Colson, Pierre Kompany, Alain Maron, Mme Carla Dejonghe, M. Paul Delva.

Autres membres : Mmes Liesbet Dhaene, Isabelle Emmery, Claire Geraets.

Voir :

Document de l'Assemblée réunie :

B-112/1 – 2017/2018 : Projet d'ordonnance.

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Commissie voor de Gezondheid:

Vaste leden: de heren Hasan Koyuncu, Zahoor Ellahi Manzoor, mevr. Catherine Moureaux, mevr. Simone Susskind, de heren Michaël Vossaert, André du Bus de Warnaffe, mevr. Magali Plovie, mevr. Hannelore Goeman.

Plaatsvervanger: de heer Alain Destexhe.

Commissie voor de Sociale Zaken:

Vaste leden: de heren Ahmed El Ktibi, Jamal Ikazban, mevr. Véronique Jamouille, de heer Sevket Temiz, mevr. Kenza Yacoubi, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, mevr. Jacqueline Rousseaux, mevr. Viviane Teitelbaum, de heren Michel Colson, Pierre Kompany, Alain Maron, mevr. Carla Dejonghe, de heer Paul Delva.

Andere leden: mevr. Liesbet Dhaene, mevr. Isabelle Emmery, mevr. Claire Geraets.

Zie:

Stuk van de Verenigde Vergadering:

B-112/1 – 2017/2018: Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif de M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni

Le membre du Collège Didier Gosuin a tenu devant les commissaires le discours suivant :

« En introduction, je vous rappellerai quelques éléments de contexte relatif au nouvel OIP bicommunautaire, Iriscare.

L'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, qui a créé Iriscare, est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018 par arrêté du Collège réuni.

Ces derniers mois, le Collège réuni a mené les démarches nécessaires à la composition des trois organes de l'Office :

- le Comité général de gestion ;
- le Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes ;
- le Conseil de gestion des prestations familiales.

Ces trois organes sont composés de partenaires sociaux (représentants bruxellois des organisations patronales et syndicales), d'organismes assureurs, de caisses de prestations familiales, de prestataires de soins et d'aide et de représentants des organisations des familles.

Ces trois organes doivent être installés dans les toutes prochaines semaines. Avant l'installation officielle des organes, une séance protocolaire sera prévue, à laquelle seront conviés les présidents et présidentes de cette assemblée ainsi que les chefs de groupes parlementaires.

Depuis l'adoption de l'ordonnance « Iriscare », il est apparu que certaines dispositions techniques devaient être adaptées ou corrigées afin d'assurer un fonctionnement optimal des organes d'Iriscare.

La première de ces adaptations figure dans le projet d'ordonnance qui vous est soumis ce jour.

En outre, le Collège réuni souhaite apporter d'autres amendements à ce texte pour compléter les adaptations à apporter à l'ordonnance « Iriscare ».

Tout d'abord, le projet d'ordonnance qui vous est soumis aujourd'hui vise à compléter une disposition transitoire.

En ce qui concerne les allocations familiales, l'ordonnance « Iriscare » prévoit que ce sont les caisses d'allocations familiales agréées par le Collège réuni qui pourront siéger au sein des organes d'Iriscare. Toutefois, cet agrément requiert un travail préparatoire qui pourra encore prendre quelques mois.

Par conséquent, l'ordonnance prévoit une dérogation en disposant que, pendant la période de procédure d'agrément de

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Didier Gosuin, lid van het Verenigd College

Collegelid Didier Gosuin heeft voor de commissieleden de volgende toespraak gehouden:

“Bij wijze van inleiding herinner ik u aan enkele achtergrondelementen betreffende de nieuwe bicommunautaire ION, Iriscare.

De ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag, waarin Iriscare werd opgericht, trad op 1 april 2018 in werking bij besluit van het Verenigd College.

In de laatste maanden ondernam het Verenigd College de nodige stappen voor de samenstelling van de drie organen van de Dienst:

- het Algemeen Beheerscomité;
- de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen;
- de Beheerraad voor Gezinsbijslag.

Die drie organen zijn samengesteld uit sociale partners (Brusselse vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties en vakbondsorganisaties), verzekeringsinstellingen, kinderbijslagfondsen, zorgverstrekkers en vertegenwoordigers van de gezinsorganisaties.

Deze drie organen moeten in de komende weken worden geïnstalleerd. Voor de officiële installering van de organen wordt er een protocolaire zitting gepland, waarop de voorzitters van deze vergadering en de parlementaire fractieleiders worden uitgenodigd.

Sinds de goedkeuring van de Iriscare-ordonnantie is gebleken dat bepaalde technische bepalingen zouden moeten worden aangepast of verbeterd om een optimale werking van de Iriscare-organen te waarborgen.

De eerste van die aanpassingen is opgenomen in de ontwerpordonnantie die u nu wordt voorgelegd.

Voorts wil het Verenigd College andere amendementen toevoegen aan deze tekst ter vervollediging van de in de Iriscare-ordonnantie aan te brengen aanpassingen.

Eerst en vooral beoogt de ontwerpordonnantie die u vandaag wordt voorgelegd de vervollediging van een overgangsbepaling.

Wat de kinderbijslag betreft, bepaalt de Iriscare-ordonnantie dat het de door het Verenigd College erkende kinderbijslagfondsen zijn die kunnen zetelen in de Iriscare-organen. Die erkenning vereist echter voorbereidend werk dat nog enkele maanden zou kunnen duren.

Bijgevolg voorziet de ordonnantie in een afwijking door te bepalen dat, tijdens de erkenningsprocedure van die fondsen,

ces caisses, les caisses existant au niveau fédéral ainsi que FAMIFED pourraient siéger au sein du Conseil de gestion des prestations familiales. Par contre, par oubli, cette dérogation n'a pas été prévue pour le Comité général de gestion, ce que tend à corriger le projet d'ordonnance que nous vous soumettons aujourd'hui.

Le projet d'ordonnance, en son article 2, complète l'article 43 de l'ordonnance « Iriscare » par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 10 § 1^{er}, g), et pendant la période qui précède l'agrément par le Collège réuni des caisses d'allocations familiales, le Collège réuni invite un représentant de l'Association des caisses d'allocations familiales et un représentant de FAMIFED aux réunions du Comité général de gestion. ».

Par ailleurs, le Collège réuni souhaite déposer trois amendements afin de compléter le projet d'ordonnance qui vous est soumis ce jour.

L'amendement n° 1 vise à modifier l'article 9, § 3, alinéa 3, 1., de l'ordonnance « Iriscare ».

L'objectif est d'assouplir la condition de désignation des présidents et vice-présidents des organes précités. Il est souhaitable que les présidents et vice-présidents aient un lien fort avec la réalité bruxelloise. C'est la raison pour laquelle, initialement, l'ordonnance « Iriscare » exigeait que ces personnes soient domiciliées en Région de Bruxelles-Capitale. Il s'avère que le lien fort avec la réalité bruxelloise peut être rencontré autrement que par le domicile, particulièrement quand il s'agit de prestataires de soins qui pratiquent exclusivement en Région de Bruxelles-Capitale et qui sont impliqués dans les associations qui y organisent les soins ou l'aide ou les prestations familiales, même s'ils sont domiciliés ailleurs qu'en Région bruxelloise – en périphérie, par exemple. Il a donc semblé utile d'assouplir l'exigence du domicile en laissant la possibilité de désigner des personnalités du secteur qui ont une activité à Bruxelles. En l'occurrence, et par exemple, le Collège réuni a l'intention de désigner en qualité de président du Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes, le Président de la Fédération des associations de médecins généralistes de Bruxelles, qui a une activité de longue date à Bruxelles, qui est une personnalité fortement impliquée dans l'organisation de la première ligne de soins et dont la légitimité n'est pas remise en question par le secteur.

L'amendement n° 2 a pour objectif de permettre l'octroi de jetons de présence pour les présidents, vice-présidents et membres des trois organes d'Iriscare. Initialement, l'ordonnance « Iriscare » ne le prévoyait que pour le Comité général de gestion.

Dans les rencontres avec les secteurs qui ont eu lieu ces derniers mois, il est apparu que la charge de travail des deux conseils de gestion était tout aussi importante que celle du Comité général de gestion et, dès lors, qu'il était juste de leur appliquer le même traitement.

Il est donc proposé de compléter l'article 9 de l'ordonnance

de op het federale niveau bestaande fondsen en FAMIFED mogen zetelen in de Beheerraad voor Gezinsbijslag. Door een vergetelheid werd echter niet in deze afwijking voorzien voor het Algemeen Beheerscomité, wat de ontwerpdonnantie die we vandaag voorleggen wil corrigeren.

Artikel 2 van het ontwerp van ordonnantie vervolledigt artikel 43 van de Iriscare-ordonnantie met een lid, luidende:

“In afwijking van artikel 10, § 1, g), en tijdens de periode die de erkenning van de kinderbijslagfondsen door het Verenigd College voorafgaat, nodigt het Verenigd College een vertegenwoordiger van de Vereniging van Kinderbijslagfondsen en een vertegenwoordiger van FAMIFED uit voor de vergaderingen van het Algemeen Beheerscomité.”.

Voorts wil het Verenigd College drie amendementen indienen ter vervollediging van het u vandaag voorgelegde ontwerp van ordonnantie.

Amendement nr. 1 beoogt artikel 9, § 3, derde lid, 1., van de Iriscare-ordonnantie te wijzigen.

De doelstelling is om de voorwaarde voor aanstelling van de voorzitters en ondervoorzitters van de organen te versoepelen. Het is wenselijk dat de voorzitters en ondervoorzitters een sterke band hebben met de Brusselse realiteit. Daarom vereiste de Iriscare-ordonnantie initieel dat die personen gedomicilieerd zouden zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het blijkt dat die sterke band met de Brusselse realiteit anders kan worden aangetoond dan door de domicilie, in het bijzonder wanneer het gaat om zorgverleners die uitsluitend werken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betrokken zijn bij verenigingen die zorg of kinderbijslag verstrekken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zelfs wanneer ze elders gedomicilieerd zijn dan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals in de Brusselse rand. Het leek dus nuttig om de domicilievereiste te versoepelen, door de mogelijkheid te laten personen uit de sector met een activiteit in Brussel aan te stellen. In dit geval is het Verenigd College bijvoorbeeld van plan om de voorzitter van de Federatie van de Brusselse huisartsenverenigingen, die al jarenlang actief is in Brussel en sterk betrokken is bij de organisatie van eerstelijnszorg en wiens legitimiteit niet in vraag wordt gesteld door de sector, aan te stellen als voorzitter van de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen.

De doelstelling van amendement nr. 2 is om de toekenning van presentiegeld aan de voorzitters, ondervoorzitters en leden van de drie Iriscare-organen mogelijk te maken. Oorspronkelijk voorzag de Iriscare-ordonnantie hier enkel in voor het Algemeen Beheerscomité.

Bij de ontmoetingen met de sectoren die de laatste maanden plaatsvonden is gebleken dat de werklast van de twee beheerraden even groot is als die van het Algemeen Beheerscomité en dat het dus gepast is die gelijk te behandelen.

Er wordt dus voorgesteld om artikel 9 van de Iriscare-

« Iriscare » par un § 12 qui dispose ce qui suit :

« § 12. Le Collège réuni fixe les indemnités à allouer au président, au vice-président et aux membres de chacun des organes.

Ces indemnités sont à charge de l'Office. ».

Il est également proposé d'abroger l'article 14 de l'ordonnance « Iriscare », devenu redondant.

Je précise que, si cet amendement est adopté, le Collège réuni suivra la philosophie de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 janvier 2006 relative à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois. L'arrêté fixera des jetons de présence qui respectent les plafonds fixés au niveau régional.

L'amendement n° 3 vise à fixer l'entrée en vigueur du projet d'ordonnance qui vous est soumis au 1^{er} avril 2018, afin que l'entrée en vigueur des dispositions modifiant l'ordonnance « Iriscare » soit concomitante à l'entrée en vigueur de l'ordonnance « Iriscare » elle-même. ».

II. Discussion générale

Mme Viviane Teitelbaum prend acte de la portée purement technique des amendements déposés par le Collège réuni.

L'oratrice rappelle que son groupe avait jugé « peu abouti » le texte que vient modifier le projet en discussion (cf. document B-69/2 – 2016/2017, p. 15). Elle estime que le projet et les amendements y afférents viennent confirmer ce constat d'inaboutissement.

La députée regrette un manque d'anticipation dans le chef du Collège réuni, avec pour conséquence que le texte à l'examen se voit doté d'une portée rétroactive. Dès lors, son groupe s'abstiendra.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 23 membres présents.

Article 2

Le président propose une correction technique dans la version française de cet article : il y a lieu de remplacer *in fine* les mots « Conseil général de gestion » par les mots « Comité général de gestion ». (*Assentiment*)

ordonnantie te vervolledigen met een § 12, die het volgende bepaalt:

“§ 12. Het Verenigd College bepaalt de vergoedingen die aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van elk van de organen worden toegekend.

Die vergoedingen zijn ten laste van de Dienst.”.

Er wordt ook voorgesteld artikel 14 van de Iriscare-ordonnantie op te heffen.

Ik verduidelijk dat – indien dit amendement wordt goedgekeurd – het Verenigd College de filosofie van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen zal volgen. In het besluit zal het presentiegeld worden vastgesteld, waarbij de op gewestelijk niveau vastgelegde maximumbedragen worden gerespecteerd.

Amendement nr. 3 beoogt om de inwerkingtreding van het aan u voorgelegd ontwerp van ordonnantie vast te leggen op 1 april 2018, opdat de inwerkingtreding van de bepalingen tot wijziging van de Iriscare-ordonnantie zou samenvallen met de inwerkingtreding van de Iriscare-ordonnantie zelf.”.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Viviane Teitelbaum neemt akte van de louter technische draagwijdte van de door het Verenigd College ingediende amendementen.

De spreekster herinnert eraan dat haar fractie de tekst die door het besproken ontwerp wordt gewijzigd (zie stuk B-69/2 – 2016/2017, blz. 15) weinig “af” vond. Ze is van mening dat het ontwerp en de desbetreffende amendementen die visie bevestigen.

De volksvertegenwoordiger betreurt het gebrek aan proactiviteit bij het Verenigd College, met als gevolg dat de tekst die besproken wordt terugwerkende kracht krijgt. Haar fractie zal zich bijgevolg onthouden.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 23 aanwezige leden.

Artikel 2

De voorzitter stelt een technische correctie voor in de Franse versie van dit artikel: de woorden “Conseil général de gestion” moeten aan het slot vervangen worden door de woorden “Comité général de gestion”. (*Instemming*)

Vote

L'article 2, tel que corrigé techniquement, est adopté par 17 voix et 6 abstentions.

*Amendement n° 1
visant à introduire un article 2/1 (nouveau)*

Cet amendement ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'amendement n° 1, visant à insérer un article 2/1 (nouveau), est adopté par 19 voix et 4 abstentions.

*Amendement n° 2
visant à introduire des articles 2/2 et 2/3 (nouveaux)*

Cet amendement ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'amendement n° 2, visant à insérer des articles 2/2 et 2/3 (nouveaux), est adopté par 17 voix et 6 abstentions.

En conséquence de l'adoption des amendements n°s 1 et 2, l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« Ordonnance modifiant l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales ». (*Assentiment*)

*Amendement n° 3
visant à introduire un article 2/4 (nouveau)*

Cet amendement ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'amendement n° 3, visant à insérer un article 2/4 (nouveau), est adopté par 17 voix et 6 abstentions.

IV. Vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance

L'ensemble du projet d'ordonnance, tel qu'amendé et corrigé techniquement, est adopté par 17 voix et 6 abstentions.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur,

Michaël VOSSAERT

Les Présidents,

Khadija ZAMOURI
Ahmed EL KTIBI

Stemming

Artikel 2, zoals technisch verbeterd, wordt aangenomen met 17 stemmen bij 6 onthoudingen.

*Amendement nr. 1
tot invoeging van een (nieuw) artikel 2/1*

Dit amendement lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Amendement nr. 1, tot invoeging van een (nieuw) artikel 2/1, wordt aangenomen met 19 stemmen bij 4 onthoudingen.

*Amendement nr. 2
tot invoeging van (nieuwe) artikelen 2/2 en 2/3*

Dit amendement lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Amendement nr. 2, tot invoeging van (nieuwe) artikelen 2/2 en 2/3, wordt aangenomen met 17 stemmen bij 6 onthoudingen.

Ten gevolge van de goedkeuring van amendementen nrs. 1 en 2 wordt het opschrift vervangen als volgt:

“Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag”. (*Instemming*)

*Amendement nr. 3
tot invoeging van een (nieuw) artikel 2/4*

Dit amendement lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Amendement nr. 3, tot invoeging van een (nieuw) artikel 2/4, wordt aangenomen met 17 stemmen bij 6 onthoudingen.

IV. Stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie

Het geheel van het ontwerp van ordonnantie, zoals geamendeerd en technisch verbeterd, wordt aangenomen met 17 stemmen bij 6 onthoudingen.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Michaël VOSSAERT

De Voorzitters,

Khadija ZAMOURI
Ahmed EL KTIBI

V. Texte adopté par les commissions réunies**ORDONNANCE****modifiant l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales***Article 1^{er}*

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Article 2 (nouveau)

Dans l'article 9 de l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, alinéa 3, 1., les mots « ou justifier d'une activité » sont insérés entre les mots « être domiciliés » et les mots « dans la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° le même article est complété par un paragraphe 12 rédigé comme suit :

« § 12. Le Collège réuni fixe les indemnités à allouer au président, au vice-président et aux membres de chacun des organes.

Ces indemnités sont à charge de l'Office. ».

Article 3 (nouveau)

L'article 14 de la même ordonnance est abrogé.

Article 4 (ancien article 2)

L'article 43 de la même ordonnance est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 10, § 1^{er}, g), et pendant la période qui précède l'agrément par le Collège réuni des caisses d'allocations familiales, le Collège réuni invite un représentant de l'Association des caisses d'allocations familiales et un représentant de FAMIFED aux réunions du Comité général de gestion. ».

Article 5 (nouveau)

La présente ordonnance entre en vigueur à la même date que l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales.

V. Door de verenigde commissies aangenomen tekst**ORDONNANTIE****tot wijziging van de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag***Artikel 1*

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Artikel 2 (nieuw)

In artikel 9 van de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, derde lid, 1, worden de woorden « of een activiteit kunnen verantwoorden » ingevoegd tussen de woorden « gedomicilieerd zijn » en de woorden « in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »;

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 12, luidende:

«§ 12. Het Verenigd College bepaalt de vergoedingen die aan de voorzitter, de vicevoorzitter en de leden van elk van de organen worden toegekend.

Die vergoedingen zijn ten laste van de Dienst.».

Artikel 3 (nieuw)

Artikel 14 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

Artikel 4 (oud artikel 2)

Artikel 43 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een lid, luidende:

«In afwijking van artikel 10, § 1, g), en tijdens de periode die de erkenning van de kinderbijslagfondsen door het Verenigd College voorafgaat, nodigt het Verenigd College een vertegenwoordiger van de Vereniging van Kinderbijslagfondsen en een vertegenwoordiger van FAMIFED uit voor de vergaderingen van het Algemeen Beheerscomité.».

Artikel 5 (nieuw)

Deze ordonnantie treedt in werking op dezelfde datum als de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag.

VI. Amendements

N° 1 (du Collège réuni).

Article 2/1 (nouveau)

Insérer un nouvel article 2/1, rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Dans l'article 9, § 3, alinéa 3, 1., de l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, les mots « ou justifier d'une activité » sont insérés entre les mots « être domiciliés » et les mots « dans la Région de Bruxelles-Capitale ». ».

JUSTIFICATION

La rédaction de l'article 9, § 3, alinéa 3, 1., est complétée afin de permettre la désignation aux fonctions de président ou de vice-président des trois organes d'Iriscare, de personnes justifiant d'une activité menée dans la Région de Bruxelles-Capitale qui rende légitime leur désignation auxdites fonctions même si ces personnes ne sont pas domiciliées en Région de Bruxelles-Capitale.

N° 2 (du Collège réuni).

Articles 2/2 et 2/3 (nouveaux)

Insérer deux nouveaux articles 2/2 et 2/3, rédigés comme suit :

« Art. 2/2. L'article 9 de l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales est complété par un paragraphe 12, rédigé comme suit :

« § 12. Le Collège réuni fixe les indemnités à allouer au président, au vice-président et aux membres de chacun des organes.

Ces indemnités sont à charge de l'Office. ».

Art. 2/3. L'article 14 de la même ordonnance est abrogé. ».

JUSTIFICATION

Les dispositions précitées de l'ordonnance sont modifiées afin de permettre au Collège réuni de fixer non seulement les indemnités à allouer au président, au vice-président et aux membres du Comité général de gestion d'Iriscare, mais également au président, au vice-président et aux membres des deux autres organes, à savoir le Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes et le Conseil de gestion des prestations familiales.

VI. Amendementen

Nr. 1 (van het Verenigd College).

Artikel 2/1 (nieuw)

Een nieuw artikel 2/1 invoegen, luidend:

“Art. 2/1. In artikel 9, § 3, derde lid, 1., van de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag worden de woorden “of een activiteit kunnen verantwoorden” ingevoegd tussen de woorden “gedomicilieerd zijn” en de woorden “in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.”.

VERANTWOORDING

De bewoording van artikel 9, § 3, derde lid, 1., wordt aangepast om voor de functies voorzitter en vicevoorzitter van de drie organen van Iriscare personen te kunnen aanduiden die een activiteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen verantwoorden die hun aanduiding als voorzitter of vicevoorzitter legitiem maakt, zelfs als die personen niet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerd zijn.

Nr. 2 (van het Verenigd College).

Artikelen 2/2 en 2/3 (nieuw)

Twee nieuwe artikelen 2/2 en 2/3 invoegen, luidende:

“Art. 2/2. Artikel 9 van de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag wordt aangevuld met een paragraaf 12, luidende:

« § 12. Het Verenigd College bepaalt de vergoedingen die aan de voorzitter, de vicevoorzitter en de leden van elk van de organen worden toegekend.

Die vergoedingen zijn ten laste van de Dienst. ».

Art. 2/3. Artikel 14 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.”.

VERANTWOORDING

De voormelde bepalingen van de ordonnantie worden gewijzigd om ervoor te zorgen dat het Verenigd College niet alleen de vergoedingen kan bepalen die worden toegekend aan de voorzitter, de vicevoorzitter en de leden van het Algemeen Beheerscomité van Iriscare, maar ook aan de voorzitter, de vicevoorzitter en de leden van de twee andere organen, namelijk de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen en de Beheerraad voor Gezinsbijslag.

N° 3 (du Collège réuni).

Article 2/4 (nouveau)

Insérer un nouvel article 2/4, rédigé comme suit :

« Art. 2/4. La présente ordonnance entre en vigueur à la même date que l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales. ».

JUSTIFICATION

Les modifications apportées à l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, en ce qui concerne la représentation des caisses d'allocations familiales au sein du Comité général de gestion, doivent produire leurs effets en même temps que l'entrée en vigueur de l'ordonnance elle-même, à savoir la date fixée par le Collège réuni : le 1^{er} avril 2018.

Nr. 3 (van het Verenigd College).

Artikel 2/4 (nieuw)

Een nieuw artikel 2/4 invoegen, luidend:

“Art. 2/4. Deze ordonnantie treedt in werking op dezelfde datum als de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag.”.

VERANTWOORDING

De wijzigingen aan de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag met betrekking tot de vertegenwoordiging van de kinderbijslagfondsen in het Algemeen Beheerscomité moeten uitwerking hebben op het moment waarop de ordonnantie zelf in werking treedt, en dus op 1 april 2018, de datum die door het Verenigd College werd vastgelegd.